

La crise de la zone euro : appauvris-toi toi même et appauvris ton voisin

C. Lapavistas, A. Kaltenbrunner, D. Lindo,
J. Michell, J.P. Paineira, E. Pires, J. Powell, A. Stenfors, N. Teles

Résumé - conclusion

Contexte

La crise de la dette publique de la Grèce et des autres pays de la périphérie risque d'affaiblir l'Union monétaire européenne. Mais le projet qui a conduit à l'établissement de la zone euro a déjà été préjudiciable à la Grèce et aux autres pays de la périphérie. La crise actuelle a deux motifs interdépendants : d'une part, le caractère biaisé de l'union monétaire et, d'autre part, la grande convulsion économique de 2007-2009.

L'union monétaire a privé ou limité la capacité des gouvernements nationaux à définir leurs propres politiques monétaires et budgétaires, ce qui implique que les ajustements ne peuvent s'opérer qu'au niveau du marché du travail. Contraints par la politique européenne, les pays de la zone euro sont entrés dans une logique d'alignement par le bas qui a favorisé la flexibilité, l'austérité salariale et le travail à temps partiel. Partout dans la zone euro, le travail a perdu du terrain face au capital. La course au moins-disant social a été gagnée par l'Allemagne qui a fortement pressuré les travailleurs depuis la réunification. Ce pays a obtenu des excédents commerciaux structurels vis-à-vis du reste de la zone euro, excédents qui ont été financés par les déficits courants des pays périphériques. L'union monétaire correspond ainsi à une politique d'appauvrissement de ses voisins de la part de l'Allemagne, au prix d'un appauvrissement préalable de ses propres travailleurs.

La crise de 2007-2009 a rendu la situation intenable dans les pays périphériques en raison des structures monétaires et financières de la zone. La crise financière a eu pour conséquence une pénurie aiguë de liquidités pour les banques européennes. La BCE est alors intervenue en prêtant gratuitement aux banques de manière à leur permettre de faire face à leurs problèmes immédiats de refinancement. Mais la réaction de la BCE a été très différente en 2009, lorsque les États ont commencé à avoir des besoins de financement accrus en raison de la crise. La zone euro a laissé chaque État se débrouiller tout seul face aux marchés financiers. La BCE a regardé sans rien faire les taux d'intérêts augmenter, les institutions financières spéculer contre les États et l'éventualité d'un défaut poindre son nez.

Confronté à une crise de leur dette publique, les pays périphériques ont été contraints par les règles de la zone euro de mettre en œuvre une politique douloureuse d'austérité. Ainsi, jusqu'au début de l'année 2010, ils n'ont reçu aucun prêt relais pour faire retomber la pression. C'est extrêmement dommageable et n'offre aucune garantie de croissance future. Les pays périphériques ont en fait été obligés d'accepter les critères de

conditionnalité du FMI, mais sans recevoir aucun prêt.

De meilleures options existent, mais elles impliquent un changement social et économique radical. Une option serait de réformer la zone euro à travers une relâche de la discipline budgétaire, la mise en place d'un budget européen plus important, un salaire minimum garanti et un système d'assurance chômage. Une solution plus radicale consisterait en une sortie de la zone, la nationalisation des banques et d'autres secteurs clés de l'économie ainsi que la mise en œuvre d'une politique industrielle. Dans tous les cas, les pays de la périphérie font face à des choix difficiles qui nécessitent pour s'imposer une confrontation sociale.

Les mécanismes de la crise

Des gains pour le capital allemand, des pertes pour les travailleurs allemands et pour la périphérie

- i. L'union monétaire a corseté la politique budgétaire, supprimé l'indépendance monétaire et contraint à un ajustement par le marché du travail. La part des salaires s'est réduite par rapport au capital en Allemagne comme dans les pays de la périphérie.
- ii. L'économie allemande a été peu dynamique, connaissant des taux de croissance réduits, de faibles gains de productivité et un niveau de chômage élevé. Mais l'Allemagne a conservé des taux d'inflation faibles et empêché la progression des salaires nominaux. Les performances des pays de la périphérie ont été généralement meilleures mais les salaires et l'inflation ont progressé plus rapidement.
- iii. La seule raison pour laquelle l'Allemagne a gagné en compétitivité au sein de la zone euro c'est qu'elle est parvenue à pressurer davantage ses travailleurs. Inévitablement, cela s'est traduit par des excédents persistants de la balance courante par rapport à la périphérie. Ces excédents se sont convertis en flux d'investissements directs et en prêts bancaires à destination du reste de la zone.

La finance a créé la crise avant d'en profiter

- iv. Les banques européennes ont eu un besoin pressant de liquidité à partir de 2007. Les banques ont dû faire face aux excès de la bulle qui venait d'éclater. La BCE leur a fourni des montants extraordinaires de liquidité, leur permettant de rééquilibrer leurs bilans en réduisant, tandis qu'elles réduisaient en parallèle les prêts accordés aux acteurs économiques. Ce faisant elles ont contribué à aggraver la récession. En 2009, les prêts bancaires au sein de la zone euro se sont réduits et les banques ont cessé d'acquérir des titres à long terme.
- v. En revanche, en 2007 et 2008, les banques des pays du centre de la zone euro (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique) avaient continué à prêter aux pays de la périphérie (Italie, Espagne, Irlande, Grèce, Portugal). Le montant brut des créances des pays du centre envers ceux de la périphérie s'élevaient ainsi en 2008 à 1500 milliards d'euros, représentant près de trois

fois le capital des banques des pays du centre.

- vi. A partir de 2009, les États de la périphérie et du centre ont levé près de 1000 milliards d'euros supplémentaires sur les marchés financiers en raison de la crise. En effet, les recettes budgétaires se sont effondrées au fur et à mesure que la récession s'aggravait tandis que les dépenses publiques ont augmenté pour venir en aide à la finance et soutenir la demande.
- vii. Ainsi, les États sont venus sur les marchés financiers au 'pire moment'. Alors que les banques étaient réticentes à prêter, les rendements pour les titres de la dette publique augmentèrent. Le capital financier s'est ainsi trouvé en position de lancer des attaques spéculatives contre la dette des pays de la périphérie, sans que la BCE n'interfère. En bref, la finance européenne n'a été sauvée que pour mieux se retourner contre son sauveteur.

Les options en présence

Les pays de la périphérie disposent de trois solutions alternatives

- 1 La première est l'austérité accompagnée d'une poursuite des mesures de libéralisation. C'est l'option préférée des dirigeants de la zone euro et des élites de la périphérie. C'est aussi la pire option. Cela permettrait de stabiliser la situation via la récession, en imposant des coûts énormes aux travailleurs. Cette option n'offre cependant que peu de perspectives de croissance future puisque les gains de productivité espérés doivent découler des seules mesures de libéralisation. De plus, cette solution ne s'attaque pas au biais structurel dont pâti la zone euro.
- 2 La seconde option est celle d'une réforme radicale de la zone euro. Elle implique un assouplissement de la politique budgétaire des États membres, un accroissement substantiel de la taille du budget européen, des transferts fiscaux des riches vers les pauvres, la protection de l'emploi, un soutien aux salaires et un programme d'investissement européen en faveur des énergies renouvelables. Les strictes réglementations qui empêchent la BCE d'acquiescer de la dette publique devraient aussi être relevées. Cette option pourrait être appelée l'option du bon euro. Hormis les difficultés politiques qu'il faudrait résoudre pour l'imposer, une telle stratégie conduirait à un affaiblissement de la valeur de l'euro et donc à un recul de son rôle international ce qui pourrait menacer la survie même de l'union monétaire
- 3 La troisième option est celle d'une sortie radicale de la zone euro. Il y aurait une dévaluation suivie d'une cessation de paiement et une restructuration de la dette. Les banques devraient être nationalisées et le contrôle public étendu aux services d'utilité publique comme les transports, l'énergie et les télécommunications. Une politique industrielle devrait être mise en place avec comme objectif stratégique l'amélioration de la productivité. Les investissements dans les infrastructures et les projets environnementaux pourraient soutenir une croissance juste. Une telle option nécessite un changement décisif dans le rapport de force en faveur du travail. Pour éviter de dériver vers une logique d'autarcie, les pays de la périphérie devraient conserver un accès au commerce international, à la technologie et à l'investissement étranger.